

Théorie du changement du projet BIODEV2030

Le projet BIODEV2030 – Vers la construction d'Engagements Volontaires sectoriels - est un instrument d'appui qui vise, par une approche multi-acteurs, à promouvoir des engagements volontaires sectoriels ambitieux de réduction des pressions et/ou de restauration des écosystèmes pour concourir à la stabilisation puis l'inversion du déclin de la biodiversité d'ici 2030. BIODEV2030 est une approche expérimentale testée et mise en œuvre dans 16 pays pilotes, avec 3 axes principaux :

- l'analyse scientifique ;
- la discussion et la construction participative à l'échelle nationale ou territoriale d'engagements volontaires pour la biodiversité dans des secteurs ou filières économiques clefs ;
- la dissémination et promotion de la méthode BIODEV2030 et des engagements volontaires pris (notamment en vue d'alimenter les négociations et d'aider à la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité de l'après 2020).

Justification du projet

En mai 2019, le rapport de la plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) confirmait un diagnostic établi depuis 20 ans : **la dégradation de la biodiversité mondiale et des services écosystémiques se poursuit à un rythme alarmant**. Le Living Planet Report 2018 du WWF indiquait qu'en 2020, le monde aura perdu 2/3 de ses espèces sauvages en comparaison avec les années 1970. La liste rouge des espèces menacées de l'UICN évalue que plus de 40% des espèces d'amphibiens, près de 33% des récifs coralliens et plus de 33% de tous les mammifères marins sont déjà menacés. Conséquence de la disparition des espèces et des écosystèmes, 60% des services écosystémiques (définis par le Millenium Ecosystem Assessment en 2005) sont dégradés ou utilisés de façon non soutenable à l'échelle globale.

La perte de la biodiversité et des services écosystémiques affecte aujourd'hui 3,2 milliards de personnes à travers le monde¹, et aux impacts sur le bien-être et la santé des populations humaines s'ajoute un impact indéniable sur l'économie mondiale. Le Global Risks Report 2018 du Forum économique mondial estimait que d'ici 2050, la dégradation des terres, d'ores et déjà très avancée, pourrait réduire de 10% les rendements agricoles en moyenne, et jusqu'à 50% dans certaines régions. De nombreux chercheurs essaient de traduire en valeur monétaire les bénéfices des « contributions de la nature aux populations » : ainsi, l'IPBES a estimé que les services de pollinisation contribuent directement entre 5 et 8% de la production agricole mondiale annuelle, soit une valeur marchande annuelle d'au moins 235 milliards de dollars². Au niveau marin, la valeur totale des actifs des océans

¹ IPBES, *Rapport 2019 d'évaluation globale sur la biodiversité et les services écosystémiques*, mai 2019.

² IPBES, *Résumé à l'intention des décideurs du rapport d'évaluation de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques concernant les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire*, 2016.



(incluant notamment le service d'absorption du CO₂), au demeurant inestimable, correspond à un équivalent monétaire minimum de 24000 milliards de dollars (soit environ un 30% du PIB mondial).

Ces risques et opportunités sont d'autant plus marqués pour les populations humaines les plus vulnérables. Il y a une forte corrélation entre la préservation de la biodiversité et la lutte contre la pauvreté, dans leur acception multidimensionnelle. Lorsque les ressources issues de la Nature ne sont pas gérées de façon soutenable, il s'ensuit ainsi le plus probablement des situations d'instabilité et d'insécurité, facteurs majeurs de pauvreté et de déplacements des populations.

Malgré leur progression, les actions mises en œuvre pour la conservation et la gestion plus durable des ressources naturelles restent insuffisantes pour enrayer les causes directes et indirectes de la dégradation de la nature. Par ailleurs, l'IPBES a affirmé que **la préservation de la biodiversité est un facteur essentiel dans le succès des Objectifs de développement durable** : « *les tendances négatives actuelles concernant la biodiversité et les écosystèmes vont freiner les progrès en vue d'atteindre les ODD dans 80% (35 sur 44) des cas où les cibles ont été évaluées* », la nature fournissant à l'espèce humaine la plupart des ressources dont elle a besoin pour vivre, se nourrir, s'hydrater, se loger, se chauffer, se soigner, se vêtir ou encore produire.

Dans la théorie du changement du Cadre Mondial pour l'après 2020, **l'intégration de la biodiversité dans toutes les sphères de la société, et notamment dans les secteurs économiques, est une condition sine qua non pour créer les conditions d'un développement durable**, tout en réduisant les pressions et stoppant la perte de biodiversité. C'est un changement de paradigme nécessaire pour inverser la dégradation de la biodiversité.

La théorie du changement de BIODEV2030 : pourquoi et comment ?

La théorie du changement de BIODEV2030 illustre la façon dont le projet espère contribuer au cadre mondial pour la biodiversité pour l'après 2020, en reflétant l'ensemble des étapes intermédiaires et nécessaires pour aboutir à la vision d'un monde vivant en harmonie avec la nature, et donc la diminution de l'érosion de la biodiversité à long terme. Ces étapes s'intègrent dans une logique causale et voient les acteurs économiques et leur capacité à s'engager en faveur de la biodiversité comme des moteurs et forces clés pour compléter voire devancer les nécessaires régulations publiques. La théorie du changement formule des hypothèses qui explicitent la façon dont la stratégie d'intervention envisagée devrait donner les résultats escomptés.

La théorie du changement proposée est générique et n'a pas l'ambition de refléter les particularités des contextes nationaux.

L'intégration de la biodiversité, ou plus communément appelée « *mainstreaming* », désigne le fait de s'assurer de la prise en compte pleine et adéquate de la biodiversité (et de toutes les valeurs qui lui sont associées) dans les décisions politiques et pratiques, à la fois publiques et privées, qui reposent et influent sur elle. Cette intégration consiste également à prendre en compte l'ensemble des incidences sur la biodiversité et des dépendances à son égard rencontrées tout au long des chaînes de production et de valeur.

L'angle d'attaque privilégié et promu par le projet BIODEV2030 est donc celui **d'intégrer la biodiversité dans les secteurs économiques, avec le principe directeur d'allier développement et biodiversité**. Pour opérationnaliser cette intégration, le projet propose une approche qui vise à (1) lever le grand frein du manque de compréhension et d'intérêt pour l'enjeu que constitue l'érosion de la biodiversité, (2) assurer l'appropriation durable du changement par une large majorité d'acteurs, et (3) à créer, via



des engagements volontaires formalisés, un cadre concret favorisant la mise en œuvre opérationnelle du changement.

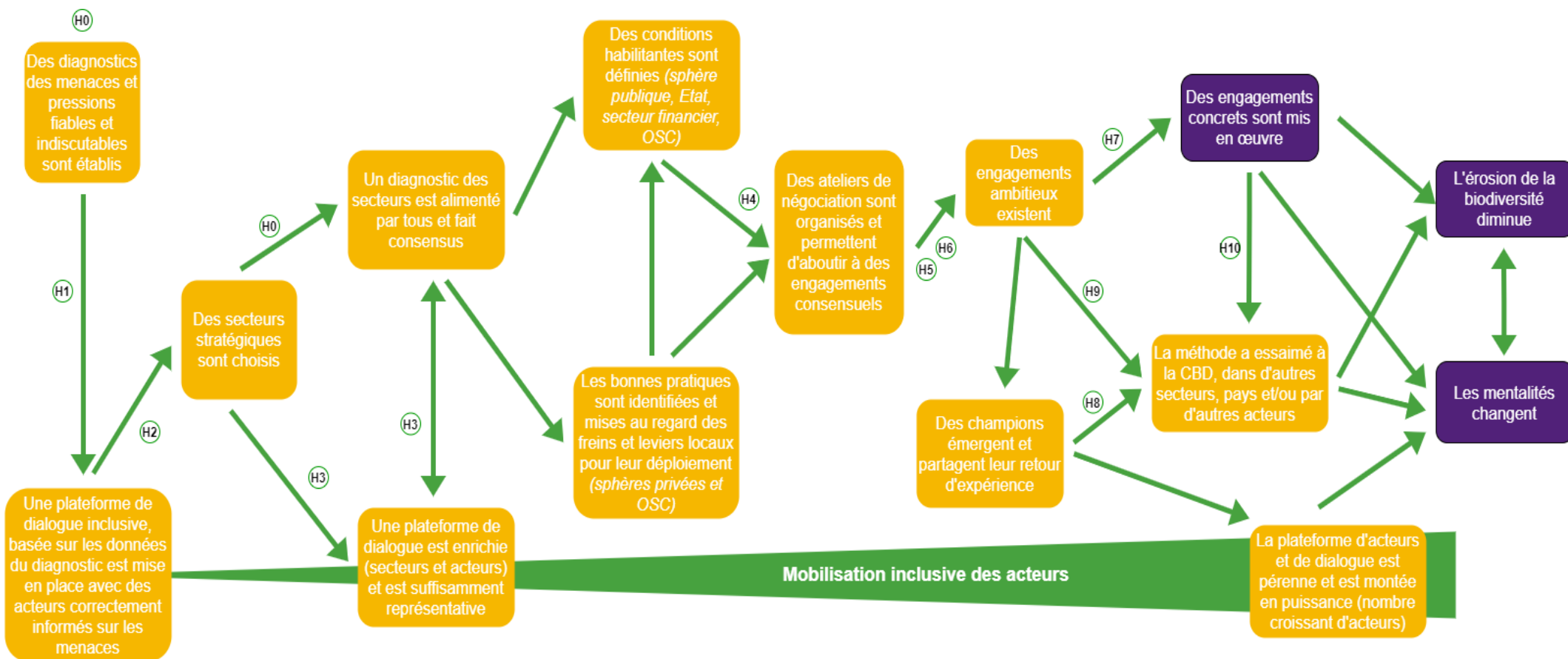
A travers ce processus de dialogue multipartite et de négociations sur l'intégration de la biodiversité dans des secteurs clés de l'économie, le projet aspire également à contribuer à un changement des mentalités autour de la question de la biodiversité et du lien entre nature et développement, processus indispensable pour espérer des changements transformatifs.

Le projet repose sur une approche en trois étapes, dans chacun des 16 pays du projet BIODDEV2030 :

- 1) Premièrement, il s'agit de baser le processus de co-construction d'engagements volontaires sur la base d'une évaluation scientifique, partagée avec les acteurs, de l'ampleur et des causes du déclin de la biodiversité, notamment en lien avec les secteurs économiques du pays. Des experts produisent ainsi des diagnostics factuels, fondés sur la science, pour apporter à tous les acteurs, experts ou non de la biodiversité, les éléments nécessaires à la compréhension des enjeux avant toute réflexion et décision commune. Les **secteurs (ou filières) économiques** clefs pour le pays ayant un impact sur la biodiversité sont choisis, et ces derniers font ensuite l'objet d'un second diagnostic approfondi des acteurs à impliquer dans le processus d'élaboration des engagements ainsi que des pistes de pratiques durables pouvant servir de socle de négociation pour définir ces engagements.
- 2) En parallèle, un espace de dialogue pour les acteurs, sous forme de **plateforme multi-acteurs** animées lors d'ateliers, est établi et cherche à regrouper différents acteurs autour de la préservation de la biodiversité : acteurs étatiques et publics, acteurs privés, organisations de la société civile (OSC), peuples autochtones, communautés locales et citoyens. La réussite de la démarche BIODDEV2030 nécessite des efforts ainsi qu'une collaboration accrue de la part de tous ces acteurs. Par le biais de cette plateforme de dialogue, les acteurs s'approprient les résultats des diagnostics et s'investissent par la suite dans les négociations sur la base de bonnes pratiques pour aboutir à des engagements sectoriels volontaires. Ces engagements et plans d'actions associés sont accompagnés d'indicateurs de suivi jusqu'en 2030 dans la mesure du possible. L'hypothèse de BIODDEV2030 est ainsi que le suivi régulier de la mise en œuvre de ces engagements au long de la décennie lors de réunions des plateformes multi-acteurs favorisera l'installation du changement dans les esprits.

La théorie du changement met également l'accent sur d'autres facteurs et préconditions qu'il est nécessaire de prendre en compte pour mener à bien la phase de négociation. Des facteurs tels que l'importance de soutenir les négociations par des conditions habilitantes de la part de la sphère publique, du secteur financier et des OSC sont notamment soulignés.

- 3) Enfin, il est espéré que, grâce à des efforts de visibilité, de démonstration et de capitalisation, le projet contribue aux **négociations internationales** puis à la mise en œuvre du Cadre mondial post-2020 pour la biodiversité et que la méthode inspire, ou soit reprise et adaptée par, d'autres acteurs dans d'autres pays ou secteurs. Des expériences exemplaires pourront être partagées par le biais de « champions », démontrant ainsi que l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques est possible.



Contributions du projet / impacts long terme

Effets et résultats du projet



La théorie du changement du projet BIODEV2030 est fondée sur des hypothèses définies et vérifiables qui sous-tendent et qui justifient la logique d'intervention retenue pour mettre en œuvre ce projet et atteindre les réalisations et effets escomptés. Ces hypothèses s'appliquent aux liens de causalité entre changements et reflètent les conditions qui sont nécessaires pour que les transitions d'un changement à un autre opèrent.

H0	Un diagnostic scientifique des menaces principales sur la biodiversité est réalisé, restitué et adopté
H1	Les méthodes et résultats des diagnostics sont partagés de manière efficace et transparente
H2	Les critères de sélection par les acteurs des secteurs et filières sont clairs et partagés
H3	Tous les acteurs clés sont, a minima, associés aux négociations et sensibilisés de façon à en faire des moteurs des changements visés
H4	Les acteurs pertinents ont été identifiés et mobilisés (niveaux techniques et décisionnels)
H5	Les différentes méthodes de facilitation ont permis de faire aboutir des engagements volontaires ambitieux
H6	Au moins un scénario d'engagement volontaire est adopté par filière / pays suite à la négociation
H7	Les engagements de l'Etat et des acteurs privés sont tenus sur les court et moyen termes
H8	La méthode BIODEV2030 est promue, expliquée, diffusée
H9	Un changement d'échelle opère
H10	Les effets des engagements volontaires sur la biodiversité sont mesurés

Ces hypothèses feront l'objet d'un suivi et d'un apprentissage en continu, par le biais du suivi des indicateurs, tant au niveau des réalisations directes que des effets attendus, et par l'évaluation de l'efficacité, la durabilité et la pertinence du projet. Des exercices de capitalisation seront par ailleurs menés pour croiser les expériences dans les pays et tirer des enseignements pouvant être utiles à d'autres acteurs souhaitant mener une démarche analogue.